

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1343507-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/185</p> <p>AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC N°24CONC03 RELATIF AUX CONVENTIONS POUR L'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE ET DES ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION DES PLAGES ARTIFICIELLES DU MOURILLON - LOT 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/185

O B J E T : AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC N°24CONC03 RELATIF AUX CONVENTIONS POUR L'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE ET DES ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION DES PLAGES ARTIFICIELLES DU MOURILLON - LOT 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L.1411-1 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment l'article R.3135-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L.2124-1 à L.214-4 et R.2124-1 à R.2124-56-1 relatifs à l'utilisation du domaine public maritime,

VU la délibération n°24/04/071 du Conseil Métropolitain en date du 25 avril 2024, autorisant le choix de l'attributaire des conventions pour l'exploitation des lots de plage et des établissements de restauration des plages artificielles du Mourillon pour le sous-traité de plage lot 3, à la SAS Alexandre, représentée par Messieurs Olivier WELZER et Grégory NOTO,

VU le sous-traité d'exploitation n°24CONC03, notifié en date du 7 juin 2024 à la SAS Alexandre,

VU les projets de statuts transmis par la SAS Alexandre, prévoyant le rachat de l'intégralité des parts de la société par la SAS NYCE FOOD représentée par Monsieur Armand FABIEN,

VU les attestations d'une absence de condamnation définitive pour contravention de grande voirie au sens de l'article L. 2132-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques transmises par Monsieur Armand FABIEN et pour la société NYCE FOOD,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 3 septembre 2024,

CONSIDERANT que conformément l'article 19.2 du sous-traité d'exploitation, le délégataire du lot n°3, la SAS Alexandre a porté à notre connaissance une nouvelle répartition des parts sociales et le changement de présidence de la société,

CONSIDERANT que la totalité des parts composant le capital social de la SAS Alexandre ont été cédées à la SAS NYCE FOOD, représentée par Monsieur Armand FABIEN,

CONSIDERANT que conformément à l'article 19.2 du sous-traité d'exploitation n°24CONC03, la modification de la répartition du capital social ne pourra être accordé qu'après l'agrément de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après avis du préfet,

CONSIDERANT que la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation mentionnée à l'article n°1 du sous-traité d'exploitation n°24CONC03 devient Monsieur Armand FABIEN,

CONSIDERANT que cette modification nécessite la passation d'un avenant au sous-traité d'exploitation n°24CONC03,

CONSIDERANT que la société NYCE FOOD et son représentant Monsieur Armand FABIEN ont transmis les documents justifiant du niveau minimal pour l'aptitude à assurer la préservation du domaine public maritime, exigés à l'article 8.1 du règlement de la consultation initiale,

CONSIDERANT que cet avenant ne pourra être effectif qu'après validation par Monsieur le Préfet du Var des modifications,

CONSIDERANT que cette modification est sans incidence financière et sans incidence sur la durée du contrat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AGRÉER la nouvelle répartition du capital social présentée par la SAS Alexandre.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 au sous-traité d'exploitation n°24CONC03 relatif au lot de plage n°3 pour les plages artificielles du Mourillon sur la Commune de Toulon ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Jean-David MARION,
Madame Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Amaury NAVARRANNE.



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

AVENANT N°1

**AU CONTRAT DE CONCESSION N°24CONC03 - CONVENTIONS
POUR L'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE ET DES
ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION DES PLAGES
ARTIFICIELLES DU MOURILLON – LOT 3**

ENTRE les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Décision n° en date du....., et ci-après dénommée «le Concessionnaire»,

d'une part,

ET :

La SAS ALEXANDRE, dont le siège social est situé SAS ALEXANDRE, sise Plage du Mourillon 2 Anse Mistral, 83000 TOULON., représentée par agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le Titulaire**»,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par une délibération du 25 avril 2024 n° 24/04/071, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'attribuer le sous-traité de plage du lot 3 du Mourillon à la SAS ALEXANDRE, représentée par Messieurs Olivier WELZER et Grégory NOTO.

Un sous-traité d'exploitation a ainsi été signé le 31 mai 2024.

Monsieur Olivier WELZER, Président de la SAS, a informé la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la modification de la répartition du capital social et de la modification de la personne chargée de l'exécution des contrats.

Les parts détenues constitutives de la société ALEXANDRE, vont être vendues à la société SAS NYCE FOOD (immatriculée au RCS sous le numéro 515 119 790) représentée par Monsieur Armand Fabien.

Ce dernier sera la personne chargée de l'exécution du sous-traité.

Il est ainsi proposé de prendre acte de cette modification par le présent avenant.

LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRESENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1 du sous-traité d'exploitation

Monsieur Armand FABIEN est nommée comme personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation.

L'article 1 du sous-traité d'exploitation du lot de plage n°3 plages artificielles du Mourillon sur la commune de Toulon est modifié par le présent avenant de la manière suivante :

A l'article 1 – Identification du concessionnaire et du sous-traitant

Au lieu de :

Représentée par :

- Nom, Prénom(s) : NOTO Grégory et WELZER Olivier
- Date et lieu de naissance : N.G : 21/09/1978 à Toulon
W.O 18/09/1967 à Colombes
- Domiciliation : N.G : 2, boulevard Président Doumer, Carqueiranne 83320
W.O : Chemin du Colombier, quartier les Trémourèdes 83390 Cuers

Il faut lire :

Représentée par :

- Nom, Prénom(s) : Armand FABIEN
- Date et lieu de naissance : 21/10/1982 à Toulon
- Domiciliation : 353 boulevard Grignan 83000 Toulon

Par ailleurs, concernant les modifications relatives à l'identité de la personne physique responsable du sous-traité d'exploitation, article 1 du sous –traité, sont les suivantes :

Préciser la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation :

- Nom, Prénom(s) : Armand FABIEN
- Date et lieu de naissance : 21/10/1982 à Toulon
- Domiciliation : 353 boulevard Grignan 83000 Toulon

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Les autres dispositions du sous-traité d'exploitation en cours demeurent inchangées.

<p>A..... Le</p> <p>Pour la SAS ALEXANDRE</p> <p>Le Gérant, M.</p>	<p>Accord préalable au titre de la domanialité,</p> <p>A Toulon, Le</p> <p>Pour le Préfet Et par délégation</p>
<p>A Toulon, Le</p> <p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>	

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°24CONC03.....

**Objet : avenant n°1 au sous-traité pour cession des parts sociales avec
changement contrôle.....**

1- DESCRIPTIF DU MARCHÉ

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	SAS ALEXANDRE
Date de notification	7 juin 2024
Durée du contrat	5 périodes d'exploitation
Date de début du contrat	7 juin 2024
Date de fin du contrat	31/12/2028
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, chiffre d'affaires prévisionnel...)	Montant du CA dans le CEP : 5 627 402 € pour 5 ans Redevance : 5 839.33 € fixe (indexation ILC) + 1.50 % du CA de variable
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	Modification de la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	
Observations	

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- **Adaptation mineure**
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

Suite à une évolution de la répartition du capital social de la SAS ALEXANDRE, la totalité des parts ont été cédées à la société vendues à la SAS NYCE FOOD (immatriculée au RCS sous le numéro 515 119 790) représentée par Monsieur Armand Fabien.

Un avenant est donc nécessaire afin que Monsieur Armand FABIEN soit désigné comme la nouvelle personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation.

Cet avenant n'implique pas de modification de titulaire, mais un changement de contrôle de la SAS

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : cession des parts sociales avec changement de contrôle
- Article(s) du contrat impacté : article 1 du sous-traité

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<p><input checked="" type="checkbox"/> Article R3135-1 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.</p> <p>Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.</p> <p>Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-5 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.</p>
	<p><input type="checkbox"/> Article R3135-6 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :</p> <p>1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;</p> <p>2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.</p>

□ Article R3135-7 :

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le **concessionnaire** auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

□ Article R3135-8 et 9 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier

- A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)
- B) Bilan
- C) Nouveau C.E.P
- D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :
- E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

6- Mouvement financier


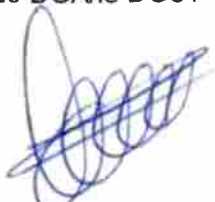
☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 05.08.2014

Chef de projet 	Le Directeur 	Le DGA/le DGST 
---	---	---

RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :
Visa Service PPI	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	